

Brochure n° 3078

Conventions collectives nationales

CABINETS D'AVOCATS

IDCC : 1000. – **Personnel salarié**

IDCC : 1850. – **Avocats salariés**

AVENANT N° 103 DU 27 MAI 2011

PORTANT MODIFICATION DE L'AVENANT N° 93 *BIS* RELATIF AU RÉGIME DE DÉPENDANCE

NOR : ASET1151067M

IDCC : 1000

Entre :

La CNAE ;

La CNADA ;

La FNUJA ;

L'UPSA ;

Le SEACE ;

L'ABFP ;

Le SAFE,

D'une part, et,

La CFDT judiciaires ;

La FEC FO ;

La CGT conseil et prévention ;

Le SPAAC CFE-CGC ;

Le SNECPJJ CFTC,

D'autre part,

il est préalablement rappelé ce qui suit :

En ce qui concerne la branche professionnelle du personnel des cabinets d'avocats :

Par avenant n° 66 à la convention collective nationale de travail du 20 février 1979, réglant les rapports entre les avocats et leur personnel, signé le 15 juin 2001 et étendu par arrêté du 9 avril 2002 publié au *Journal officiel* du 20 avril 2002, les partenaires sociaux ont mis en place une garantie « Dépendance » et une garantie « Assistance ».

Par avenant n° 76 signé le 9 juillet 2004 et étendu par arrêté du 19 octobre 2004 publié au *Journal officiel* du 29 octobre 2004, les organisations syndicales représentatives des employeurs et des salariés de la branche professionnelle ont précisé les conditions de la garantie « Dépendance ».

Par avenant n° 83 signé le 7 avril 2006 et étendu par arrêté du 16 octobre 2006 publié au *Journal officiel* du 25 octobre 2006, les organisations syndicales représentatives des employeurs et des salariés de la branche professionnelle ont modifié les conditions d'application de la garantie « Dépendance ».

Par avenant n° 93 signé le 21 novembre 2008 et étendu par arrêté du 21 avril 2009 publié au *Journal officiel* du 29 avril 2009, les organisations syndicales représentatives des employeurs et des salariés de la branche professionnelle ont substitué aux garanties existantes un nouveau régime de dépendance, aux conditions d'accès indépendantes de celles fixées au titre d'autres régimes créés antérieurement, hormis celles qui concernent la fermeture de la garantie définie par l'avenant n° 66 tel que modifié par les avenants 76 et 83.

Par avenant n° 93 bis signé le 23 juillet 2010 et étendu par arrêté du 20 février 2011 publié au *Journal officiel* du 1^{er} mars 2011, les organisations syndicales représentatives des employeurs et des salariés de la branche professionnelle ont révisé le texte de l'avenant n° 93 auquel l'avenant n° 93 bis s'est substitué en totalité à compter de sa date d'effet, soit le 1^{er} janvier 2010.

Les partenaires sociaux ont désigné la CREPA pour gérer le régime « Dépendance obligatoire » défini par l'avenant n° 93 bis.

En ce qui concerne la branche professionnelle du personnel des études d'avoués :

Par accord national professionnel du 26 septembre 2002 à la convention collective nationale de travail du 20 septembre 1959, réglant les rapports entre les avoués près les cours d'appel et leur personnel, la chambre nationale des avoués et les organisations syndicales représentatives des salariés ont mis en place une garantie « Dépendance » et une garantie « Assistance ».

Par accord national professionnel du 12 mai 2005, la chambre nationale des avoués et les organisations syndicales représentatives des salariés ont précisé les conditions de la garantie « Dépendance ».

Par accord national professionnel du 10 avril 2008, la chambre nationale des avoués et les organisations syndicales représentatives des salariés ont modifié les conditions d'application de la garantie « Dépendance ».

Par avenant du 21 décembre 2009 à l'accord national professionnel, la chambre nationale des avoués et les organisations syndicales représentatives des salariés ont substitué aux garanties rappelées ci-dessus un nouveau régime de dépendance, aux conditions d'accès indépendantes de celles fixées au titre d'autres régimes créés antérieurement, hormis celles qui concernaient la fermeture de la garantie définie par l'accord du 26 septembre 2002, tel que modifié par les accords des 12 mai 2005 et 10 avril 2008.

Par avenant du 3 novembre 2010 à l'accord national professionnel réglant les rapports entre les avoués près les cours d'appel et leur personnel, la chambre nationale des avoués et les organisations syndicales représentatives des salariés ont révisé le texte de l'avenant du 21 décembre 2009 à l'accord national professionnel auquel l'avenant du 3 novembre 2010 s'est substitué en totalité à compter de sa date d'effet, soit le 1^{er} janvier 2010, hormis pour ce qui concerne les dispositions transitoires prises au titre de l'année 2010 qui étaient contenues au point III 3.1.1 de la troisième partie de celui-ci.

Les partenaires sociaux ont désigné la CREPA pour gérer le régime « Dépendance obligatoire » défini par l'avenant du 3 novembre 2010.

La loi n° 2011-94 du 25 janvier 2011 portant réforme de la représentation devant les cours d'appel publiée au *Journal officiel* du 26 janvier 2011 organise la suppression de la profession des avoués près les cours d'appel et de leurs études à compter du 1^{er} janvier 2012 par effet automatique de la fusion des professions d'avoués près les cours d'appel et d'avocats qui placera les employeurs de la branche professionnelle des études d'avoués et leur personnel salarié sous les dispositions de la

convention collective nationale de travail du 20 février 1979 réglant les rapports entre les avocats et leur personnel, et en particulier de l'avenant n° 93 *bis* à celle-ci, au plus tard le 1^{er} janvier 2013.

Il a, en conséquence, été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

Il est ajouté à l'avenant n° 93 *bis* à la convention collective nationale de travail du 20 février 1979 réglant les rapports entre les avocats et leur personnel une annexe III rédigée comme suit :

« ANNEXE III

FUSION DES PROFESSIONS D'AVOCATS ET D'AVOUÉS PRÈS LES COURS D'APPEL

(LOI N° 2011-94 DU 25 JANVIER 2011

PORTANT RÉFORME DE LA REPRÉSENTATION DEVANT LES COURS D'APPEL)

1. Les périodes de cotisations au régime de dépendance obligatoire prévu par l'avenant du 3 novembre 2010 à l'accord national professionnel réglant les rapports entre les avoués près les cours d'appel et leur personnel sont prises en compte pour l'application des dispositions du présent avenant au même titre et dans les mêmes conditions que les périodes de cotisations au régime de dépendance obligatoire défini dans la première partie "Dispositif du régime de dépendance obligatoire" du présent avenant.

2. En aucun cas les bénéficiaires du régime de dépendance ne peuvent cumuler la garantie du régime de dépendance institué par le présent avenant avec la garantie du régime de dépendance institué par l'avenant du 3 novembre 2010 à l'accord national professionnel réglant les rapports entre les avoués près les cours d'appel et leur personnel. »

Article 2

Le présent accord est fait en nombre suffisant d'exemplaires pour remise à chacune des organisations signataires et dépôt dans les conditions prévues aux articles L. 2231-5 et L. 2231-6 du code du travail. Les parties donnent délégation à la CREPA pour procéder, en leur nom, aux opérations de dépôt.

Les parties signataires conviennent de demander au ministre chargé du travail l'extension du présent accord.

Fait à Paris, le 27 mai 2011.

(Suivent les signatures.)